Histoire de la Moldavie francophone

Felicia DUMAS et Olivier DUMAS, Iaşi

Évoquons d'abord les trois sources de la francophonie (ensemble des pays ayant le français en partage):

- Pays et populations dont la francophonie est naturelle, c'est-à-dire où le français est la langue maternelle (la France, approximativement la moitié de la Belgique-Wallonie, un tiers de la Suisse et la province du Québec au Canada).
- Pays et populations issus de l'empire colonial français et des colonies belges, où le français a été imposé par l'administration aux populations indigènes et conservé en tant qu'élément unificateur après l'indépendance de ces pays (essentiellement en Afrique : Sénégal, Congo, Rwanda, Tunisie et autres).
- Pays et populations ayant adopté le français en tant que langue de la diplomatie, de la culture, des études et de la communication. C'est le cas de la Roumanie au XVIII[e] siècle et au XIX[e] siècle, jusqu'à nos jours. Mais pour mieux comprendre et expliquer cela, il faut, je crois, remonter aux origines de la francophonie en Roumanie.

Vers le milieu du XVIII[e] siècle, l'Ambassade de France à Constantinople envoie des consuls officieux, appelés secrétaires, auprès des princes phanariotes, princes d'origine grecque du quartier du Phanar qui furent choisis par la Sublime Porte pour gouverner les Principautés de Moldavie et Valachie[1]. Ces consuls officieux sont « directeurs de la correspondance étrangère », secrétaires, conseillers, confidents et professeurs de français, pour le prince, sa famille et les boyards.

20 ans plus tard, l'Académie princière de Iaşi enseigne le français à tous ses étudiants. Le français est également appris aux élèves des écoles grecques de la capitale moldave. Ces élèves sont des fils de boyards de second ou troisième rang, des fils de prêtres ou de commerçants. Par ailleurs, les bibliothèques des princes et des boyards possèdent des livres en français et certains boyards traduisent même des livres français en roumain, tel Constantin Kogălniceanu (le grand-père de Mihail Kogălniceanu), qui traduit *La Princesse d'Elide* de Molière en 1769.

En 1790, le français connaît un nouvel essor en Moldavie, grâce ou à cause de l'occupation de l'armée russe, dont tous les officiers sont de culture française et parlent le français depuis leur enfance. Ils créent même à Iaşi le premier journal imprimé en Roumanie : le *Courrier de Moldavie*. C'est alors que tous les boyards et notamment les jeunes, et même quelques femmes se mettent à parler cette langue. La femme, la jeune femme surtout, se fait médiatrice de la culture « à la française », opposée à la culture « à la roumaine », donc paysanne. Elle apprend à converser, à valser, à jouer du piano. Elle se

[1] Princes grecs originaires du quartier du Phanar à Constantinople et choisis par les Turcs pour gouverner les Principautés de Moldavie et de Valachie (principautés autonomes mais sous protection de l'empire Ottoman).

libère, ose se montrer à une *soarea* (soirée) aux côtés de son fiancé. Pour se faire valoir, elle recourt nécessairement à la politique française.

En 1797, Paris nomme ses premiers consuls à Bucarest et à Iaşi. Dès lors, les princes et les boyards lisent les journaux venus de Paris, le *Mercure de France*, Racine, Rousseau, Voltaire et Bossuet. D'après l'historien Neagu Djuvara, il s'agit d'une « colonisation » acceptée et voulue « - sans présence du colonisateur. (...) On s'arrache les gazettes, surtout françaises - sans oublier les journaux de mode ! (...) On s'abonne à Vienne, même pour les journaux français, parce que la poste autrichienne applique le tarif plein aux périodiques qui ne sont pas achetés en Autriche même. »[2] Les fils des princes et des boyards sont envoyés faire leurs études à Paris, tandis qu'à Iaşi et à Bucarest, dans les salons on vivait à l'heure française...

A partir de 1800, les fils des princes et des boyards sont envoyés faire leurs études à Paris, tandis qu'à Iaşi et à Bucarest, dans les salons on ne dansait plus et ne parlait plus qu'en français.

A partir de 1813, des artisans, notamment des couturiers ou des chapeliers français, des commerçants, des médecins, ainsi que des précepteurs, professeurs et instituteurs français, issus pour certains de l'armée de Napoleon I[er] en déroute, s'installent définitivement à Iaşi. Ils y créeront des écoles-pensions françaises, ouvertes à tous les enfants des familles de boyards (cas de Cuénim, Lincourt, Bayart et Germont). D'autres enfants apprendront le français avec l'aide des précepteurs particuliers appelés aussi maîtres de français. Ainsi, dès 1832, une troupe de théâtre française s'installa à Iaşi et y ouvrit le premier théâtre permanent de Moldavie. Ce théâtre jouera entièrement en français, deux fois par semaine, pendant une quinzaine d'années pour toute la communauté française mais surtout pour tous les Roumains francophones de la capitale moldave.

En 1848, la communauté française de Iaşi comptait 104 personnes enregistrées au consulat. Parmi eux : 36 enseignants de français, 31 commerçants, 2 médecins et 35 employés divers (modistes, ingénieurs, employés de maison). Au même moment, à Paris, les étudiants des Principautés Roumaines étaient à peu près une centaine. De même, on peut affirmer qu'à cette époque, tous les jeunes roumains ayant suivis des études secondaires étaient francophones grâce aux nombreuses pensions et écoles où l'on enseignait le français, qui était également étudié à l'Académie Mihăileană, l'académie princière. On peut d'ailleurs signaler qu'existaient aussi à Iaşi des librairies où l'on vendait des livres français, des « cabinets de lecture » (sorte de bibliothèques), comme la «Librairie Nouvelle » avec ses 4277 titres en français et des journaux comme *Albina Românească*, *Gazeta de Moldavia* ou *Steaua Dunării*, écrits partiellement en roumain et partiellement en français. Le bilinguisme se doublait de bigraphisme, les rédacteurs employant parallèlement l'écriture cyrillique et l'écriture latine.

L'apogée de cette période francophile moldave du 19[e] siècle sera certainement atteinte avec l'arrivée à Iaşi du Consul français Victor Place en 1856, qui travaillera main dans la main avec les patriotes roumains tels Al. I. Cuza et M. Kogălniceanu pour préparer, puis organiser l'Union des Principautés Moldo-Valaques, voulue tout autant par

[2] Neagu Djuvara 1989. *Le Pays Roumain entre Orient et Occident.* Les Principautés danubiennes au début du XIX[e] siècle. Paris: Publications Orientalistes de France. 308, 309.

BDD-A26696 © 2001-2002 Institut für Romanistik
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 08:54:14 UTC)

les Roumains que par la France de Napoleon III. Ce dernier voulant jouer la carte diplomatique de la Roumanie francophone et francophile dans cette partie de l'Europe, pour contrecarrer l'influence des deux empires d'Europe Centrale, de la Russie, et de l'empire ottoman. Donc, en 1859, le colonel Al. I. Cuza, ancien élève des institutions scolaires françaises, en Moldavie, puis à Paris, fut élu prince de Moldavie et de Valachie. Il était francophile : son chef de chancellerie (secrétaire politique) est français, l'organisateur du système de santé - le docteur Charles Davila - est français, l'organisateur de la nouvelle armée est français (et chef de la Mission militaire française) ; et francophone : les textes officiels sont rédigés en roumain et en français, la langue utilisée avec les étrangers est le français, et même plus, avec ses amis, sa famille et sa belle-famille, il écrivait sa correspondance en français.

Tous les Roumains éduqués parlent alors le français, et la communauté française de Iaşi (66.000 habitants) était de 143 personnes, dont : 35 enseignants, 23 modistes et tailleurs (y compris 3 chapeliers), 6 boulangers confiseurs et restaurateurs, 16 commerçants, 4 coiffeurs, 3 opticiens et bijoutiers-horlogers et même un cordonnier.

Signalons aussi la pénétration massive du français dans la langue roumaine, dont seul le langage religieux chrétien orthodoxe sera épargné. Depuis la paix d'Andrinople (1829) entre la Russie et l'Empire ottoman, on remplace de façon systématique les mots slaves grecs et turcs par des mots français. Les écrivains français construisent des phrases plus longues, des hypotaxes d'après le modèle littéraire français.

Avec le départ de Cuza et l'arrivee de Charles de Hohenzollern-Sigmaringen, rien ne changera au départ, sauf l'arrivée des militaires prussiens et le départ de la mission militaire française largement compensé par l'arrivée d'une mission civile et la création d'une chaire de langue et de littérature française dirigée par Victor Chaillol à l'Université de Iaşi. Au cours des réunions du gouvernement, les ministres parlent français entre eux et avec le prince régnant d'origine prussienne. Le nombre d'élèves, de pensions et d'écoles françaises (Notre Dame de Sion) accroît le nombre de francophones. Le nombre de jeunes revenant au pays après leurs études à Paris aussi.

En 1870-1871, lors de la guerre franco-prussienne, le prince nomme un gouvernement favorable à la Prusse, mais la population est massivement favorable pour la France. Elle ne cesse de scander : Nous ne pouvons pas aller en France combattre les Allemands, mais nous le ferons ici ! » Des volontaires roumains, francophiles et francophones, se battront même dans les rangs de l'armée française.

En 1873, un quotidien entièrement francophone est créé à Bucarest : « *La Roumanie* ». En 1877, la Roumanie obtient son indépendance, mais le prince régnant qui sera couronné roi Carol Ier en 1881, a confié depuis 1876 son gouvernement aux libéraux francophiles de I. C. Brătianu, qui restera 12 années premier ministre. Son cabinet se réunissait toujours en français et comptait 25 ministres, docteurs en droit de l'université de Paris.

Dans les années 1880-1890, Bucarest et Iaşi recevaient toujours en tournées des troupes de théâtres françaises et des acteurs célèbres de la Comédie Française, tels Sarah Bernardt, à Iaşi, où le Théâtre National est d'ailleurs dirigé par de vieux acteurs français.

En 1884, une alliance française régionale est créée à Iaşi. En 1887, le bulletin de la Société des médecins et des naturalistes de l'Université « Al. I. Cuza » est créé et rédigé en français.

De la défaite française de 1870 au début de la première guerre mondiale, la Roumanie sera pro-allemande par son roi, dominée militairement et économiquement par l'Allemagne, mais jamais la population et les gouvernements, parfois sous la pression de celle-ci, ne sera infidèle à la France, à sa politique, à sa culture, et à sa langue.

En 1916, c'est sous la pression du peuple et du gouvernement que le roi Ferdinand se décidera à entrer en guerre contre la Prusse et aux côtés de la France. En 1917, Iaşi, capitale de la Roumanie occupée, devient la. base de la mission militaire et médicale française du général Berthelot, venu au secours de l'armée roumaine et de la population victime d'une épidémie de choléra. Des centaines d'officiers et de médecins français découvrent une ville francophone. Après la guerre, la grande Roumanie unifiée à nouveau avec l'aide de la France, redevient plus francophile et francophone que jamais. L'Institut français de hautes études en Roumanie , une succursale de l'Université de Paris, ouvre en 1924 à Bucarest[3], tandis qu'en province des associations ou des centres français animés par des professeurs de français ou des lecteurs français se développent à travers tout le pays, sous l'égide de la mission universitaire et scientifique française en Roumanie.

Dans les années 20 et les années 30, la Roumanie vit à l'heure française, on y reçoit et on y lit la presse parisienne, et toutes les nouveautés littéraires de France. Toute la bourgeoisie et les classes moyennes parlent ou comprennent le français. De plus, Paris est la capitale culturelle des artistes et écrivains roumains francophones : Anna de Noailles, Marthe Bibesco, Elena Vacaresco, Tristan Tsara, Panaït Istrati, Benjamin Fondane, Brâncusi, Enesco, bientôt Ionesco, Cioran et Eliade, qui s'expriment en français et en France, où ils s'installeront définitivement après la deuxième guerre mondiale, et où la plupart obtiendront la citoyenneté française. C'est la guerre donc, la défaite de la France, le fascisme et l'arrivée des communistes en Roumanie, qui marquent une fracture avec la fermeture de toutes les institutions françaises dans ce pays : l'institut de Bucarest, les centres français, les lectorats, les bibliothèques, les écoles de Notre Dame de Sion à Iaşi, Galaţi et Bucarest.

L'étude du français sera remplacé par l'étude obligatoire du russe, jusqu'au milieu des années 60, quand les lectorats français et leurs bibliothèques pourront réouvrir dans les universités où l'enseignement du français sera à nouveau toléré. On doit noter, à cette époque (années 50, début des années 60), l'existence d'un enseignement clandestin du français par des femmes généralement âgées, sans ressources, ou ne pouvant plus ou pas travailler pour l'état à cause de leur origine sociale et politique. Ce fut le cas, par exemple, à Iaşi, de Mlle. Charlotte Sibi (fille du consul de France Sibi, née en 1896), appelée «tante Charlotte», catholique pratiquante non mariée et écartée de l'enseignement officiel par le régime pour ses origines sociales et ses convictions religieuses. Cette « dame de français » enseigna chez elle jusqu'à sa mort, peu avant la Révolution, en mai 1989, le français aux enfants de bonne famille de Iaşi.

[3] Voir André Godin 1998. *Une passion roumaine.* Histoire de l'Institut français de hautes études en Roumanie (1924-1948). Paris-Montréal: L'Harmattan.

BDD-A26696 © 2001-2002 Institut für Romanistik
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 08:54:14 UTC)

A la fin des années 60 et au début des années 70, le français et la culture française retrouvèrent leur première place dans le coeur des Roumains, place qu'elle n'avait d'ailleurs jamais quittée.

Lors de la Révolution roumaine de décembre 1989, les Français redécouvrirent la francophonie oubliée des Roumains. Immédiatement, les institutions françaises réouvrirent leurs portes : l'Institut et le Lycée français de Bucarest, les centres culturels de province, tandis que d'autres structures furent créées pour répondre à la demande de la jeunesse roumaine francophone ou avide de le devenir. Dans les lycées, des classes bilingues (63 en 1993) ou à français renforcé furent créées. TV5, Canal France international, Radio France International, et depuis cette année Radio Delta à Bucarest se mirent à émettre dès 1990 sur les ondes roumaines. Par ailleurs, Arte, La Cinquième et M6 peuvent être reçues par tous les francophones abonnés au câble.

Les échanges universitaires ont été rétablies et le français, première langue étrangère apprise à l'école, dans le secondaire et à l'université (16 départements de français en 1993), bénéficie d'un enseignement de masse, qu'il n'avait auparavant jamais connu. Si la Roumanie fut admise au sein des pays de la Communauté Francophone en 1993, c'est qu'elle répondait aux critères historiques, politiques, culturels, et éducatifs de cette communauté, mais aussi et surtout par ce que le français y est aujourd'hui plus que jamais parlé par un nombre conséquent de jeunes Roumains (40%), et une proportion importante de la population (25%). De plus, l'enseignement du français y est prépondérant : plus de 2 millions d'élèves (50,35% des effectifs en 1993) étudient le français grâce à 15 000 professeurs.

Eine empirische Bestandsaufnahme des gesprochenen Deutschen in der Südbukowina heute

Ana-Maria MINUŢ und Ion LIHACIU, Iaşi/Jassy

Die vorliegende Analyse ist das Ergebniss einer im Sommer 1999 in der Südbukowina unternommenen Untersuchung. Aufgrund eines in Zusammenarbeit mit dem Soziolinguisten Sorin Gadeanu ausgearbeiteten Fragebogens nahmen wir uns vor, eine empirische Bestandsaufnahme des in diesem Teil Rumäniens gesprochenen Deutsch zu erstellen. In der Bukowina, einst eines der Kronländer der Habsburgermonarchie, kannte die deutsche Sprache im Laufe der Zeit mehrere Etappen, die eng verbunden mit den Ereignissen der Geschichte Osteuropas sind.

1774 wurde die Bukowina der Habsburgermonarchie einverleibt. Es ist das Jahr, in dem auch die Historie der deutschen Sprache in dieser Kultur(en)landschaft anzusetzen ist. Es wurden die ersten Schulen in deutscher Sprache gegründet, die ersten Spielleiter legten den Grundstein eines deutschsprachigen Theaters; Buchdruck und Zeitungswesen begannen sich zu entfalten; die ersten Anthologien der deutschsprachigen Literatur der Bukowina wurden gedruckt - die erste Buchenländische Literaturanthologie wurde von Karl Emil Franzos herausgegeben; Gymnasien, Bibliotheken und literarische Zeitschriften folgten und all diese stellten das Fundament für die Gründung der Czernowitzer "Francisco Josephina" Universität. Um die Jahrhundertwende bildete das Bildungsbürgertum die stärkste soziale Klasse. Ein - was die Nation betrifft - breitgefächertes Bildungsbürgertum, dessen *Lingua franca* das Deutsche war; das Deutsche war also nicht nur die Amtssprache in der Bukowina, sondern auch die Verkehrssprache unter den vielen Völkerschaften der Provinz: Armenier, Deutsche, Huzulen, Juden, Lippowaner, Polen, Rumänen oder Ruthenen.

Das Ende der Habsburgermonarchie brachte die Bukowina zu Großrumänien, dem sie rund 20 Jahre angehörte. Das Deutsche verlor den Status der Amtssprache, jedoch blieb es noch immer die am meisten verwendete Verkehrssprache in der Bukowina. Theater in deutscher Sprache kam nur noch sehr selten vor, jedoch behielt das deutschsprachige Pressewesen weiter die Spitzenposition - es sei hier nur das *Czernowitzer Morgenblatt* genannt, bei dem Jahre hindurch Alfred Margul Sperber mitwirkte. Die Vorlesungen an der Czernowitzer Universität fanden nun in rumänischer Sprache statt, jedoch konnten Kinder und Jugendliche ihre Allgemeinbildung in den deutschsprachigen Volksschulen oder Gymnasien erhalten.

Der zweite Weltkrieg verschonte auch nicht die Bukowina, die von dem Ribbentrop-Molotov-Pakt mit einem Bleistiftstrich in zwei Teile zerrissen wurde: die Nordbukowina mit Czernowitz und Sadagura wurde der Ukraine und die Südbukowina mit Suceava, Radăuţi und Cîmpulung Rumänien zugeteilt. Im nördlichen Teil nahm nun das Ukrainische und im südlichen Teil das Rumänische die Rolle der Literatursprache ein.

In den 70er und vor allem in den 80er Jahren war es die Politik des Ceauşescu-Regimes, die noch einmal der deutschen Sprache zusetzte. Nicht unbedingt durch die gegenüber den Minderheiten betriebene Sprachpolitik, da das Schulwesen in der

BDD-A26696 © 2001-2002 Institut für Romanistik
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-14 08:54:14 UTC)